Commission européenne

STIMULER LA CROISSANCE ET L'EMPLOI

Exemples de réussites de la politique européenne de l'environnement

Environnement

Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne

Un numéro unique gratuit (*):

00 800 6 7 8 9 10 11

(*) Certains opérateurs de téléphonie mobile ne permettent pas l'accès aux numéros 00 800 ou peuvent facturer ces appels.

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet via le serveur Europa (http://europa.eu).

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2017

ISBN 978-92-79-68534-7 (Print)
ISBN 978-92-79-68535-4 (PDF)
doi:10.2779/638023 (Print)
doi:10.2779/534651 (PDF)

Couverture: © iStock, kali9; Shutterstock, goodluz; Shutterstock, Budimir Jevtic; Shutterstock, zstock.
Pages intérieures: p. 5 © Commission européenne; p. 15 © iStock, Yagi-Studio; p. 19 © iStock, tuachanwatthana; p. 27 © naturepl.com/Juan Carlos Munoz; p. 33 © naturepl.com/Jose B. Ruiz; p. 39 © Pgiam.

© Union européenne, 2017
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Clause de non-responsabilité: compte tenu des négociations législatives en cours dans plusieurs domaines de la politique environnementale, les informations contenues dans cette brochure pourraient évoluer dans les mois à venir. Toutefois, à la date de la publication, l'impact de la législation environnementale sur la croissance et l'emploi a d'ores et déjà été constaté. Ces tendances devraient se confirmer à l'avenir grâce aux réformes politiques prévues.

Printed in Italy

Imprimé sur papier recyclé ayant reçu l'écolabel européen pour le papier graphique
(www.ecolabel.eu)

Table des matières

Avant-propos 5

Gestion des déchets 6

Les secteurs de la gestion des déchets et du recyclage enregistrent dans l'Union européenne (UE) un chiffre d'affaires de 145 milliards d'euros (2008), ce qui représente environ 1 % du produit intérieur brut (PIB) de l'Union et 2 millions d'emplois.

Éco-innovation 10

De nombreux éléments prouvent que les éco-innovations peuvent permettre aux entreprises d'économiser des matériaux et de l'énergie, et ce au moyen d'investissements relativement limités.

Eaux usées 16

La législation environnementale européenne a permis d'accroître de manière spectaculaire les taux de raccordement aux égouts et aux stations de traitement des eaux usées.

Eau 20

L'eau est l'élément essentiel qui permet la vie sur terre. Un approvisionnement abondant, durable et propre en eau est également indispensable pour notre économie.

Zones côtières 24

Environ 13 millions de personnes sont menacées de déplacement si le niveau de la mer augmente d'un mètre, avec une facture annuelle pouvant s'élever à 6 milliards d'euros si aucune mesure n'est prise.

Nature et biodiversité 28

La nature nous procure de la nourriture, de l'énergie, des matières premières et des ressources en eau qui rendent la vie possible et stimulent notre économie. Environ 4,4 millions d'emplois dépendent directement d'écosystèmes sains en Europe. Le réseau Natura 2000 génère entre 200 et 300 milliards d'euros par an en bénéfices financiers.

Économie circulaire 34

Selon un récent rapport, les bénéfices potentiels de l'économie circulaire pourraient atteindre 2 100 milliards d'euros d'ici à 2030.

Air 40

Des politiques strictes de lutte contre la pollution de l'air permettront de stimuler l'innovation, de créer des emplois et de contribuer aux objectifs relatifs à l'utilisation efficace des ressources et au changement climatique.

Marchés publics écologiques 42

Les dépenses du secteur public de l'UE dans des biens et services respectueux de l'environnement peuvent contribuer à la création de nouvelles opportunités commerciales en faveur d'une économie verte et durable.

Au-delà des frontières 44

En termes d'emploi et de croissance, l'impact positif de la politique environnementale de l'UE dépasse largement les frontières de l'Union.

Avant-propos

Une politique environnementale efficace peut réellement stimuler la croissance durable et l'emploi. Je suis fier de vous présenter cette brochure, qui identifie les domaines où la collaboration a porté ses fruits.

La politique environnementale européenne produit d'excellents résultats. Cette brochure passe en revue un certain nombre de bénéfices générés par l'action de l'UE, dans des domaines tels que l'air, l'eau, la nature et l'économie circulaire. La politique environnementale n'existe toutefois pas en vase clos. Derrière chaque politique, il y a quelqu'un qui la met en œuvre. Étant donné qu'une grande partie de nos politiques concerne des activités innovantes, de nouvelles possibilités d'emploi sont créées. La politique environnementale représente dès lors un investissement judicieux.

La pertinence économique des marchés de biens et de services environnementaux est de plus en plus manifeste. Entre 2000 et 2014, l'emploi dans les éco-industries a augmenté de 20%, pour atteindre 4,2 millions de postes, représentant près de 700 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Grâce à l'approche de l'économie circulaire, les entreprises peuvent élargir leurs marchés, créer de nouveaux emplois et faire évoluer les emplois existants.

La Commission européenne est résolue à renforcer davantage les liens entre la politique environnementale et la croissance et l'emploi. Investir dans notre environnement est fondamental pour construire un avenir durable.

Les Européens partagent ce point de vue. En 2014, un sondage de l'Eurobaromètre a révélé que quatre personnes interrogées sur cinq considèrent que l'utilisation efficace des ressources naturelles peut stimuler la croissance économique.

Ainsi, la réalisation des objectifs de l'UE en matière d'air pur d'ici à 2020 produira des bénéfices en matière de santé 12 à 37 fois supérieurs à leur coût. Les investissements en matière de protection de la nature apportent des avantages similaires; une étude finlandaise récente estime que chaque euro d'investissement public dépensé dans des zones protégées rapporte 20 euros.

Cette brochure révèle comment de simples opportunités peuvent se transformer en des expériences fructueuses, qui ont un réel sens pour les Européens, parce qu'offrant des possibilités d'emploi et une vie plus saine.

Bonne lecture!

Karmenu Vella, commissaire européen chargé de l'environnement, des affaires maritimes et de la pêche

Gestion des déchets

Les secteurs de la gestion des déchets et du recyclage enregistrent dans l'UE un chiffre d'affaires de 145 milliards d'euros (2008), ce qui représente environ 1 % du PIB de l'Union et 2 millions d'emplois. On estime que, si les règles européennes actuelles en matière de déchets sont pleinement respectées dans les années à venir, 400 000 emplois supplémentaires pourront être créés et un chiffre d'affaires annuel additionnel de 42 milliards d'euros pourra être généré d'ici à 2020.

Chaque année, près de 2 milliards de tonnes de déchets sont produites dans les États membres, y compris des déchets particulièrement dangereux, et ce chiffre est en constante augmentation. Le stockage de ces déchets n'est pas une solution viable et leur destruction n'est pas satisfaisante en raison des rejets produits en contrepartie et des résidus hautement concentrés et polluants.

La meilleure solution consiste encore à prévenir la production de ces déchets en améliorant la conception des produits, en prolongeant leur durée de vie et en développant de nouveaux modèles d'entreprise efficaces en matière d'utilisation des ressources. Les déchets constituent des ressources qui devraient être réintroduites en tant que matières premières secondaires dans le cycle de vie des produits grâce au recyclage de leurs composants lorsqu'il existe des méthodes viables sur les plans écologique et économique pour y parvenir. L'économie circulaire est un modèle économique qui traite les déchets en tant que ressources utiles; rien n'est jeté. Cela est bénéfique pour l'environnement, pour les entreprises et pour l'économie. La Commission a adopté le paquet «économie circulaire» au mois de décembre 2015. Il prévoit l'interdiction de la mise en décharge des déchets triés, réduit celle des déchets municipaux à 10 % au maximum et escompte le recyclage de 65 % des déchets municipaux et de 75 % des déchets d'emballages d'ici à 2030.

Les principales opportunités commerciales dans le domaine de la gestion des déchets se trouvent dans la réparation, la collecte, le tri, le traitement, l'utilisation finale, la fabrication de produits à partir de pièces de récupération et les technologies liées au recyclage. Le recours croissant à la réutilisation et au recyclage permet de réinjecter des ressources dans l'économie et de garantir un accès meilleur marché et plus fiable aux matières premières, ce qui est vital pour la compétitivité industrielle de l'Union et pour le passage à une économie circulaire.

Des taux de recyclage plus élevés permettront d'alléger les pressions sur la demande en matières premières primaires, de réduire la dépendance de l'UE vis-à-vis de certaines matières premières essentielles (à l'heure actuelle, l'Union importe six fois plus de ressources qu'elle n'en exporte), de faciliter la réutilisation de matériaux de valeur qui seraient autrement gaspillés, et de réduire la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre générées par les processus d'extraction et de traitement.

Pour un littoral propre

La région littorale du centre du Portugal sera bientôt un modèle en matière de traitement des déchets solides générés dans les zones urbaines, grâce à de nouvelles infrastructures de transport, de traitement et de recyclage des déchets. Quelque 87 nouveaux emplois ont été créés dans le sillage direct de ce projet et des retombées économiques positives ont été ressenties partout dans la région.

La zone géographique concernée comprend 36 communes et leurs 970 000 résidents. Les éléments clés de ce projet sont la construction de deux stations pour le traitement mécanique et biologique des déchets solides urbains, y compris la production d'énergie à partir du biogaz, et la construction d'une nouvelle station de transfert. Des équipements lourds ont également été achetés pour transporter les déchets et des terrains ont été acquis, sur lesquels les installations ont été construites.

Ces investissements ont permis de mettre en place des procédés de traitement de haute qualité et d'atteindre des taux de recyclage plus élevés. Le volume de déchets biodégradables urbains est estimé à 80 734 tonnes en 2010 et devrait atteindre 123 122 tonnes à l'horizon 2015, tandis que le pourcentage de déchets biodégradables urbains effectivement traités est estimé à 66 % en 2010 et devrait atteindre 100 % d'ici à 2015.

Le nouveau système intercommunal contribuera à la réalisation de l'objectif de développement durable en réduisant la mise en décharge. Il permettra également de faire de cette région un endroit où il fait bon vivre et investir.

SUJET: littoral portugais

PAYS: Portugal

LÉGISLATION EUROPÉENNE PERTINENTE:
- Directive-cadre 2008/98/CE sur les déchets[1]

AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX:
- réduction de la mise en décharge
- bénéfices pour quelque 970 000 résidents
- création d'environ 87 nouveaux emplois
- traitement de 100 % des déchets urbains biodégradables d'ici à 2015

Fermeture d'une décharge en Estonie

La fermeture d'une décharge destinée aux déchets industriels et de semi-coke à Kohtla-Järve, en Estonie, a permis de créer des emplois et de renforcer l'attrait de la région pour les résidents et les touristes.

Cette fermeture a été décidée principalement en réponse à des préoccupations environnementales. Des eaux usées et d'autres contaminants étaient libérés dans l'environnement, ce qui représentait un risque important pour la santé humaine.

L'objectif premier était de mettre un terme à la pollution de l'environnement et ainsi d'aider l'Estonie à se conformer à la législation environnementale européenne en la matière. Les travaux réalisés ont permis la fermeture des lacs d'asphalte et des travaux de remblayage, ainsi que la mise en place de dispositifs de gestion des eaux.

Ce projet a créé 78 emplois lors de la phase de mise en œuvre initiale, mais les principaux avantages économiques et sociaux seront ressentis à plus long terme. La fermeture de la décharge marque en effet le lancement d'un programme de régénération qui bénéficiera grandement aux habitants de la région de Kohtla-Järve, ainsi qu'aux travailleurs des entreprises industrielles alentour. Cette fermeture permettra par ailleurs de renforcer l'attrait de la région pour les visiteurs.

SUJET: fermeture de la décharge de déchets industriels et de semi-coke de Kohtla-Järve

PAYS: Estonie

LÉGISLATION EUROPÉENNE PERTINENTE:
- Directive-cadre 2008/98/CE sur les déchets[1]
- Directive 1999/31/CE concernant la mise en décharge des déchets[2]

AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX:
- création de 78 nouveaux emplois
- plus de tourisme

Production d'énergie propre à Malte

Une usine conçue pour traiter des déchets organiques au sein de grands «digesteurs» et extraire du biogaz dans le but de produire de l'énergie propre a été ouverte à Malte. Le pays a bénéficié de l'ouverture de cette usine non seulement sur les plans économique et environnemental, mais également sur le plan social, avec la création de 65 emplois directs et de 4 emplois indirects.

L'usine de traitement des déchets Sant' Antin, qui a ouvert ses portes à la fin du mois de novembre 2010, a déjà un impact positif sur l'environnement avoisinant. Le système mis en place permet de s'assurer que tous les déchets sont traités. Les produits finis issus du processus de traitement sont utilisés sous la forme de compost pour l'agriculture et la chaleur générée par le digesteur est transférée via des tuyaux dans un bâtiment proche du site afin de chauffer une piscine.

L'usine traite 71 000 tonnes de déchets chaque année. Son activité est si sûre et inodore que l'entreprise qui l'exploite a transféré ses 150 employés administratifs sur un site proche de la zone de traitement des déchets. Dans le même temps, les alentours de l'usine (utilisés comme décharge entre 1974 et 1979) ont été transformés en un parc de loisirs destiné aux familles. Il a été cofinancé par l'UE et emploie 250 personnes. L'énergie électrique produite à partir du biogaz a en outre permis de réduire la facture d'électricité de 1 400 ménages.

SUJET: usine de traitement des déchets Sant' Antin

PAYS: Malte

LÉGISLATION EUROPÉENNE PERTINENTE:
- Directive 1999/31/CE concernant la mise en décharge des déchets[2]
- Directive-cadre 2008/98/CE sur les déchets[1]

AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX:
- électricité moins chère pour 1 400 ménages
- création de quelque 65 emplois directs et 4 emplois indirects
- traitement de 71 000 tonnes de déchets chaque année
- construction d'un parc de loisirs qui emploie 250 personnes

Éco-innovation

L'éco-innovation contribue au développement durable. Près de la moitié des entreprises européennes des secteurs de la fabrication, de la construction, de l'agriculture, de l'approvisionnement en eau et de l'alimentation a eu recours à l'éco-innovation entre 2012 et 2014.

De nombreux éléments prouvent que les éco-innovations peuvent permettre aux entreprises d'économiser des matériaux et de l'énergie, et ce au moyen d'investissements relativement limités. De plus en plus de sources d'information sont disponibles pour les entreprises souhaitant promouvoir une utilisation rationnelle des matières premières.

Plus de la moitié des entreprises innovantes a affirmé que ces innovations ont généré des bénéfices environnementaux (Eurostat 2017). Un sondage Eurobaromètre réalisé en 2011 a révélé que jusqu'à 45 % des entreprises de l'UE dans les secteurs de la fabrication, de la construction, de l'agriculture, de l'approvisionnement en eau et de l'alimentation avaient affirmé avoir eu recours à l'éco-innovation entre 2009 et 2011, la plupart d'entre elles ayant constaté des améliorations progressives en matière d'utilisation efficace des ressources.

Bien qu'il s'agisse d'avancées positives témoignant d'un intérêt plus marqué en faveur de l'efficacité, le potentiel de l'éco-innovation en matière de croissance durable et de création d'emplois demeure largement inexploité. L'éco-innovation crée des opportunités en matière d'emploi dans le cadre du passage à une économie plus verte, contribue à la modernisation des marchés du travail et est en mesure d'avoir un impact significatif sur les objectifs de l'Union relatifs à l'environnement et à la compétitivité.

C'est la raison pour laquelle la Commission européenne a investi dans des programmes tels que le projet de première application commerciale en matière d'éco-innovation, une initiaive gérée au nom de la direction générale de l'environnement par l'Agence exécutive pour les petites et moyennes entreprises (EASME), qui a remplacé l'Agence exécutive pour la compétitivité et l'innovation (AECI) à partir du 1er janvier 2014. Le programme de première application commerciale en matière d'éco-innovation vise à promouvoir de nouvelles approches en matière de protection de l'environnement et à contribuer à la compétitivité et à la croissance économique. Il convient pour ce faire de remplacer l'économie actuelle, qui nécessite de nombreuses ressources, par une économie qui les utilise efficacement, grâce notamment à la transformation des industries établies en des industries à forte valeur ajoutée sur le plan environnemental, en mesure de créer des emplois tout en protégeant l'environnement.

Actuellement, environ 250 projets dans les domaines du recyclage, de l'alimentation et des boissons, des matériaux de construction, de la production propre, des entreprises vertes et de l'eau sont financés et environ 60 % d'entre eux n'ont jamais introduit de demande de financement public. À peu près 80 % des participants sont issus du secteur privé et la plupart d'entre eux sont des petites et moyennes entreprises (PME) (près de 70 %). Une grande majorité de ces PME sont des petites et microentreprises (environ 80 %).

Une évaluation du programme a révélé que malgré le lancement récent de ces projets (les premiers ont démarré en 2009), leur impact économique est déjà substantiel: 30 % d'entre eux ont déjà généré des avantages commerciaux. Les chefs de projet indiquent un levier de rentabilité moyen d'environ 20 (1 euro d'investissement public dans l'éco-innovation génère un facteur de rentabilité brute × 20 deux ans après la fin du projet).

En moyenne, environ huit emplois (à temps plein) sont créés par projet. L'avantage traduit en valeur monétaire résultant des progrès environnementaux est de 833 millions d'euros.

Le conditionnement écologique des boissons génère de la croissance

GreenBottle est une innovation majeure dans le domaine du conditionnement. Cette initiative pourrait permettre de remplacer les bouteilles en plastique et en verre ainsi que les emballages en carton plastifié dans le marché mondial du conditionnement des liquides, qui représente des milliards d'euros.

Chaque jour, environ 15 millions de bouteilles en plastique sont jetées à la poubelle rien qu'au Royaume-Uni. Si les taux de recyclage sont en hausse en Europe, le plastique continue de se retrouver dans des décharges où il ne peut se dégrader biologiquement.

Afin de combler un manque sur le marché, un nouveau système de conditionnement pour les liquides a été mis au point; il s'agit d'une alternative respectueuse de l'environnement pouvant remplacer les bouteilles en plastique et les cartons plastifiés. La GreenBottle est composée d'une enveloppe extérieure en papier assortie d'une fine couche de plastique pour contenir le liquide.

Après utilisation, les composants de cette bouteille peuvent être aisément séparés, afin que l'enveloppe en papier puisse être compostée ou recyclée et que la couche en plastique puisse être recyclée lorsque des installations de recyclage le permettent. La GreenBottle présente une empreinte carbone bien moindre que la bouteille en plastique traditionnelle et elle ne contient qu'un tiers de la quantité de plastique présente dans les autres bouteilles.

Une GreenBottle pour le lait a été mise en service dans tous les magasins ASDA/Walmart au Royaume-Uni dès le mois de janvier 2012, avec 10 millions de bouteilles produites chaque année. Des solutions de conditionnement similaires ont été mises au point pour les autres grandes catégories de liquides, telles que les jus, les détergents liquides, le vin et les sauces alimentaires.

SUJET: innovation GreenBottle

PAYS: Royaume-Uni

LÉGISLATION EUROPÉENNE PERTINENTE:
- Directive-cadre 2008/98/CE sur les déchets[1]
- «Le plan d'action en faveur de l'éco-innovation (PAEI)» — COM(2011) 899 final[5]

AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX:
- accès au marché
- production de 10 millions de bouteilles chaque année
- réduction des déchets
- économies en matière de ressources
- opportunités de création d'emplois

Transformer les anciennes télévisions en carrelage

Une solution innovante pour le recyclage du verre des tubes à rayon cathodique (TRC) des anciennes télévisions a été mise au point et un nouveau marché potentiel pour des matériaux de construction respectueux de l'environnement a vu le jour.

Une récente étude européenne a révélé que le marché des télévisions TRC était sur le déclin depuis l'arrivée des écrans à cristaux liquides (LCD) et des télévisions à écran plasma. L'élimination des télévisions TRC représente une grande quantité de verre et de déchets et donc une opportunité de marché.

Grâce à une coopération innovante entre deux secteurs industriels européens, la céramique et le recyclage, une solution pratique a été trouvée: la transformation du verre de ces anciennes télévisions en carrelage. Une première étude a révélé que seules 30 télévisions étaient requises pour obtenir la matière première nécessaire à la fabrication du carrelage pour un appartement de 70 mètres carrés. Environ 60 000 télévisions ont depuis été transformées en carrelage.

Sur le plan environnemental, cela signifie une économie de 20 % de matières premières non renouvelables (telles que le feldspath) et une réduction de 81 % des émissions de dioxyde de carbone (CO_2) générées par l'extraction et le transport des matières premières. Dans la pratique, le secteur de la construction dispose désormais d'un produit respectueux de l'environnement en mesure de répondre à la demande croissante des consommateurs et des instances réglementaires en matériaux de construction écologiques.

L'innovation Glass Plus est un excellent exemple de la coopération d'industries nationales de première ligne (électronique, recyclage et céramique) pour créer de la valeur grâce à la fabrication de produits innovants et durables sur le plan écologique.

SUJET: innovation Glass Plus

PAYS: Italie

LÉGISLATION EUROPÉENNE PERTINENTE:
- Directive 2012/19/UE relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)[3]
- Directive 1999/31/CE concernant la mise en décharge des déchets[2]
- «Boucler la boucle — Un plan d'action de l'Union européenne en faveur de l'économie circulaire» — COM(2015) 614 final[4]

AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX:
- opportunité de marché non exploitée
- produit efficace sur le plan énergétique
- recyclage de quelque 60 000 télévisions jusqu'à présent
- création de nouveaux emplois, réduction des déchets

Recyclage à l'aide de la technologie des capteurs

Des technologies de triage utilisant des capteurs sont utilisées pour récupérer d'importants volumes de métaux non ferreux de plus en plus précieux à partir des déchets municipaux, ce qui permet de réduire les coûts et de créer de nouvelles entreprises au sein de l'Union européenne.

Cette évolution a été illustrée par l'installation d'une usine de pointe pilote à Salzgitter, en Allemagne. À l'aide de technologies de triage de pointe basées sur des capteurs et présentant des taux de séparation de plus de 98 % et des taux de pureté de plus de 90 %, cette usine est en mesure de récupérer des métaux non ferreux tels que l'aluminium et le cuivre à partir de préconcentrés de déchets municipaux.

Les métaux non ferreux tels que l'aluminium et le cuivre doivent être purifiés avant de pouvoir être utilisés comme matières premières secondaires. Par le passé, cette purification s'effectuait bien souvent à la main, en dehors de l'UE. En mettant en place un procédé automatique plus efficace du point de vue des coûts, l'usine pilote allemande a démontré que le triage pouvait s'effectuer dans l'Union.

Cette innovation a le potentiel d'accroître la valeur ajoutée du secteur européen du recyclage, de renforcer l'efficacité énergétique de la production de métaux non ferreux et de garantir le développement durable des ressources. Elle permettra en outre de conserver ces ressources précieuses et recyclables en Europe, ce qui contribuera à la prospérité des entreprises qui évoluent dans ce domaine.

À l'heure actuelle, aucune solution comparable ou similaire n'est disponible en Europe pour le traitement de ces déchets. Les principaux concurrents de cette nouvelle technologie SATURN (technologie de triage automatique pour la récupération de pointe des métaux non ferreux) sont les revendeurs de ferraille qui vendent des préconcentrés à des pays situés en dehors de l'Europe.

SUJET: innovation SATURN

PAYS: Allemagne

LÉGISLATION EUROPÉENNE PERTINENTE:
- Directive-cadre 2008/98/CE sur les déchets[1]
- Directive 1999/31/CE concernant la mise en décharge des déchets[2]
- «Boucler la boucle — Un plan d'action de l'Union européenne en faveur de l'économie circulaire» — COM(2015) 614 final[4]

AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX:
- recyclage et utilisation efficace des ressources
- maintien de ce travail en Europe
- réduction des déchets: taux de séparation de plus de 98 %

Pour une industrie de la mode plus soucieuse de l'environnement

Les fabricants européens mettent en lambeaux les vieux vêtements pour ensuite les réutiliser pour les nouvelles collections.

Jusqu'à présent, les prix des matières premières, le coût élevé et la complexité du triage et du recyclage faisaient de la réutilisation des vieux vêtements une alternative commerciale peu attractive. Le système de triage automatique Textiles 4 Textiles (T4T) permet désormais le recyclage à haute valeur ajoutée des vêtements et textiles de seconde main.

Cette innovation est capable de trier les textiles en fonction de leur composition (coton, laine, polyester, mélanges) et de leur couleur. Elle utilise pour ce faire la spectroscopie proche infrarouge (NIRS) et des algorithmes de triage.

Ce système garantit aux acheteurs des textiles triés une qualité constante quant à la composition. Dans la mesure où les fibres recyclées font partie des matériaux textiles les plus respectueux de l'environnement, cette innovation devrait rendre les produits textiles plus durables et contribuer à la réalisation des objectifs de l'UE en matière de réduction des déchets inutiles.

Il s'agit d'un point important, car l'industrie textile n'a pas très bonne réputation dans le domaine des innovations environnementales, en raison de son utilisation importante de ressources naturelles, d'eau et de pesticides. Le recyclage à haute valeur ajoutée des vêtements et des textiles postconsommation devrait dès lors contribuer à la réduction de l'impact environnemental du secteur et créer de nouvelles opportunités s'agissant de fabriquer des vêtements à l'aide de déchets textiles postconsommation.

SUJET: projet Textiles 4 Textiles

PAYS: Pays-Bas

LÉGISLATION EUROPÉENNE PERTINENTE:
- Directive-cadre 2008/98/CE sur les déchets[1]
- «Boucler la boucle — Un plan d'action de l'Union européenne en faveur de l'économie circulaire» — COM(2015) 614 final[4]

AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX:
- utilisation efficace des ressources
- nouvelles opportunités de marché
- emplois

Eaux usées

La mise en œuvre, en 1991, de la directive relative au traitement des eaux urbaines résiduaires a donné lieu à une augmentation impressionnante des taux de raccordement aux égouts et aux usines de traitement des eaux usées, ce qui a permis aux contribuables d'économiser des millions d'euros quant aux coûts de réparation. L'utilisation innovante des déchets a également donné lieu à de nouvelles opportunités commerciales.

Les eaux résiduaires incluent les eaux «usées» et les eaux issues des ménages, ainsi que les eaux utilisées par l'industrie. Si ces eaux ne sont pas traitées et nettoyées, elles viennent polluer les mers et les rivières, avec les conséquences néfastes que cela implique pour la vie sauvage, les plantes, la santé humaine et le bien-être des populations.

La grande majorité des Européens bénéficie d'un traitement moderne des eaux usées. Cela a été rendu possible grâce à des investissements importants et efficaces, ainsi qu'à l'utilisation des Fonds de cohésion de l'UE et de LIFE, l'instrument européen de financement pour l'environnement.

À titre d'exemple, de nombreux projets réalisés dans le cadre du programme LIFE sont parvenus à réduire les rejets de contaminants issus des eaux urbaines résiduaires dans l'environnement aquatique. Les boues ne sont que l'un des produits issus des procédés de traitement des eaux usées. Un projet LIFE, intitulé «MAD», a permis de mettre au point un procédé de traitement à échelle réelle qui s'est avéré très adaptable.

Ce projet a servi de catalyseur pour permettre une meilleure gestion des eaux usées, et la technologie utilisée est devenue la nouvelle norme en matière de traitement des boues pour l'ensemble du secteur des eaux au Royaume-Uni. Quelque douze États membres et vingt-six pays de par le monde ont marqué de l'intérêt pour la construction de ce même type d'usine de traitement, qui réduit le coût de l'élimination des boues à seulement 210 euros par tonne de résidus solides secs, contre 415 euros par tonne en moyenne lors de la mise en décharge. Le recours à cette technologie en remplacement des engrais traditionnels permet également aux agriculteurs d'économiser 175 euros par hectare.

Une usine de traitement sur l'île grecque de Psyttaleia a elle aussi dû être améliorée pour respecter les exigences de la directive. L'usine modernisée, cofinancée à l'aide des Fonds de cohésion, est opérationnelle depuis 2005. Elle traite à l'heure actuelle 750 000 mètres cubes d'eaux usées chaque jour et assure le traitement biologique et la suppression de l'azote avant le rejet des eaux dans la mer. L'activité économique dans les zones côtières avoisinantes a augmenté en conséquence.

Les avantages durables du traitement des eaux usées

Des installations d'assainissement efficaces sont essentielles à une bonne qualité de vie, que ce soit dans les grandes villes ou les petites municipalités. À Dublin, en Irlande, par exemple, une amélioration du traitement des eaux usées était nécessaire pour répondre aux exigences d'une population toujours plus nombreuse. À Közép-Dunántúl, en Hongrie, plus de 7 000 nouveaux foyers ont enfin pu être raccordés au système d'égouts.

Les infrastructures dublinoises nécessitaient des améliorations importantes. À l'issue d'un traitement primaire, et parfois même sans que le moindre traitement n'ait été effectué, les boues étaient transportées et rejetées directement dans la mer. Grâce à la nouvelle installation de traitement des eaux urbaines résiduaires, 1,6 million de citoyens ont accès à de l'eau propre, tandis que plus de 40 millions d'euros de recettes ont été générés dans le secteur public grâce à l'application du principe du pollueur-payeur (PPP). Cette nouvelle installation s'inscrit dans le cadre d'une initiative globale visant à favoriser le développement social et industriel dans la région.

En Hongrie, des travaux ont été entrepris pour raccorder Székesfehérvár, ainsi que les trois agglomérations voisines de Pátka, Pákozd et Seregélyes. Le taux de raccordement devait avoir atteint plus de 80% à la fin de 2013. Bien qu'à plus petite échelle qu'à Dublin, le travail réalisé en Hongrie contribue grandement à l'amélioration de la qualité de vie des 7 000 nouveaux foyers désormais raccordés.

Quelque 50 emplois ont été créés en Hongrie au cours de la phase de construction, ainsi que 9 postes à long terme. Des recettes suffisantes devraient être générées pour couvrir les coûts des futures opérations et de l'entretien. À Dublin, un futur investissement substantiel vise à accroître la capacité de l'usine, qui emploie actuellement 50 personnes.

Les avantages économiques à long terme devraient être encore plus impressionnants. Le projet réalisé en Hongrie empêchera les eaux usées de s'infiltrer dans le sol et de polluer le lac de Velence, zone naturelle protégée. En conséquence, le tourisme devrait croître dans la région. L'installation de traitement des eaux urbaines résiduaires de Dublin produit des engrais biologiques qui bénéficient aux agriculteurs locaux, alors que l'écolabel pavillon bleu accordé aux plages locales a restauré la confiance de la population et permis de développer l'activité touristique dans la région.

SUJET: traitement des eaux usées urbaines à Dublin; raccordement aux égouts à Közép-Dunántúl

PAYS: Irlande et Hongrie

LÉGISLATION EUROPÉENNE PERTINENTE:
- Directive 91/271/CEE relative au traitement des eaux urbaines résiduaires[6]
- Directive-cadre 2000/60/CE sur l'eau[7]

AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX:

Dublin:
- 40 millions d'euros de recettes dans le secteur public
- eau propre pour 1,6 million de citoyens
- amélioration de la perception de la population
- 50 emplois

Közép-Dunántúl:
- couverture des coûts des opérations futures et de l'entretien
- taux de raccordement supérieur à 80% en 2013
- raccordement de 7 000 foyers supplémentaires
- création de 9 emplois à long terme

Traitement des eaux usées en Slovénie

Jusqu'à récemment, toutes les eaux usées de Celje, troisième plus grande ville slovène avec une population de 50 000 habitants, étaient rejetées dans la rivière Savinja, avec pour conséquence une qualité de l'eau médiocre et des niveaux de contamination en hausse. À la suite de l'adhésion de la Slovénie à l'Union européenne, les infrastructures de traitement des eaux usées du pays ont été améliorées.

Les travaux de construction d'une nouvelle installation de traitement des eaux urbaines résiduaires ont débuté en 2000. Dans cette nouvelle installation, les eaux usées des ménages et les effluents industriels et hospitaliers prétraités sont purifiés mécaniquement et biologiquement, ce qui permet de produire une eau propre et des boues pouvant être utilisées comme fumier dans les exploitations agricoles.

Cette initiative a permis d'améliorer de manière considérable la qualité de l'eau et la qualité de vie des habitants. La Slovénie est désormais sur la bonne voie pour répondre aux exigences de la directive relative aux eaux urbaines résiduaires et du plan d'action national pour l'environnement. Une action de suivi est menée pour s'assurer que les eaux usées de l'ensemble du bassin de la rivière Savinja sont traitées.

SUJET: usine de traitement des eaux usées de Celje

PAYS: Slovénie

LÉGISLATION EUROPÉENNE PERTINENTE:
- Directive 91/271/CEE relative au traitement des eaux urbaines résiduaires[6]
- Directive-cadre 2000/60/CE sur l'eau[7]

AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX:
- recettes dans le secteur public
- eau propre
- raccordement aux égouts

Eau

Entre 1998 et 2009, les inondations ont entraîné des pertes assurées d'au moins 52 milliards d'euros, tandis que le coût des sécheresses en Europe au cours des trente dernières années a atteint 100 milliards d'euros. La gestion efficace de cette ressource précieuse a d'énormes répercussions économiques.

La protection et la conservation des écosystèmes d'eaux douce et salée sont des pierres angulaires de la protection environnementale en Europe. Les défis liés à l'eau dépassent les frontières nationales, et c'est la raison pour laquelle une action concertée est nécessaire au niveau de l'UE. Les eaux polluées, quelle qu'en soit la source, se retrouveront dans les pays voisins ou dans la mer. De plus, les inondations et les sécheresses peuvent avoir un effet très négatif sur la vie des citoyens tout comme sur les entreprises.

Entre 1998 et 2009, l'Europe a subi plus de 213 inondations majeures ayant entraîné la mort de quelque 1 126 personnes, le déplacement d'environ 500 000 citoyens et des pertes assurées d'au moins 52 milliards d'euros. Si les inondations sont des phénomènes naturels qui ne peuvent être empêchés, l'activité humaine augmente leur fréquence et leur impact [directive 2007/60/CE relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation[9]].

En 2007, au moins 11 % de la population européenne et 17 % du territoire de l'Europe avaient déjà été affectés par la raréfaction des ressources en eau, faisant s'élever à 100 milliards d'euros le coût des sécheresses sur le vieux continent pour les trente dernières années.

Ces problèmes doivent être abordés. Le principal objectif de la politique européenne relative à l'eau est de permettre à tous les Européens d'avoir accès à une eau de bonne qualité dans des quantités suffisantes. Il s'agit également de garantir le bon état de toutes les eaux en Europe en gérant cette ressource non pas en fonction des frontières nationales ou politiques, mais bien selon les formations géographiques et hydrologiques naturelles, soit les bassins hydrographiques (directive-cadre sur l'eau 2000/60/CE). Des politiques et des actions ont été mises en place pour prévenir et atténuer les effets de la raréfaction des ressources en eau et des sécheresses, avec pour priorité de passer à une approche favorisant les économies d'eau et l'utilisation rationnelle de cette ressource.

Améliorer l'image de Plzeň

La rénovation du système hydraulique de Plzeň était plus que nécessaire pour assurer une gestion adéquate des inondations, le respect des normes en matière d'eau potable et un usage récréatif sûr des rivières.

En 2002, juste avant que la République tchèque ne devienne membre de l'UE, la ville de Plzeň a souhaité rénover son système hydraulique et d'assainissement pour se conformer à la législation européenne. Les travaux qui s'en sont suivis ont permis d'améliorer la qualité de l'eau potable pour 50 à 70 % de la population de la ville, ainsi que d'éliminer les problèmes de capacité et de pression.

De plus, les travaux financés par l'Union ont donné lieu à une efficacité opérationnelle durable avec des retombées financières et économiques positives pour la ville. Avant la réalisation de ce projet, 4 communautés aux abords de la ville (à peu près 4 500 personnes ou environ 1 000 ménages) n'étaient pas raccordées au système central d'égouts. Ces foyers peuvent désormais réaliser des économies, dans la mesure où ils ne doivent plus vider les fosses septiques.

La mise en place d'un système public d'approvisionnement en eau propre et fiable a également eu un impact positif sur l'image de la ville dans son ensemble, ce qui a permis d'attirer de nouveaux habitants, de faire de cet endroit une destination touristique et une ville propice aux investissements commerciaux. La réduction des débordements d'eaux usées constitue un autre avantage sur le plan environnemental, étant donné que la pollution des rivières et des eaux souterraines avoisinantes s'en trouve diminuée.

Enfin, la réalisation des travaux a entraîné le lancement d'autres initiatives, telles que la restauration des berges de la rivière et la création de pistes cyclables et de sentiers de promenade.

SUJET: développement du réseau de distribution d'eau dans la ville de Plzeň

PAYS: République tchèque

LÉGISLATION EUROPÉENNE PERTINENTE:
- Directive-cadre 2000/60/CE sur l'eau[7]
- Directive 98/83/CE relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine[8]

AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX:
- économies en ce qui concerne les coûts: moins de travaux d'entretien
- meilleure image auprès de la population: endroit agréable à vivre
- installations d'assainissement correctes: plus de 1 000 foyers raccordés

Des économies réalisées grâce à une gestion responsable des eaux

L'aménagement des principales rivières du comté anglais des Cornouailles a eu un effet significatif sur la viabilité économique des communautés rurales avoisinantes.

Les Cornouailles, situées au sud-ouest de l'Angleterre, dépendent fortement du tourisme et de l'agriculture. La conservation des nombreux cours d'eau de la région est donc une priorité d'ordre économique. Afin d'y parvenir, plus de 870 propriétés des Cornouailles ont récemment fait l'objet d'une visite et chacune d'entre elles s'est vu remettre un «plan de gestion intégrée des ressources des bassins fluviaux» confidentiel, individuel et gratuit.

Ces plans identifient les opportunités en matière d'amélioration des pratiques agricoles, de protection de l'environnement et de réalisation d'économies en ce qui concerne les coûts. Au total, ils couvrent une zone de plus de 560 kilomètres carrés (km^2) et plus de 1 380 kilomètres (km) de cours d'eau.

Une étude de suivi économique indépendante a révélé que des économies significatives avaient été réalisées grâce à la mise en pratique des conseils repris dans chaque plan. À titre d'exemple, les économies annuelles moyennes par exploitation agricole seraient de plus de 1 600 euros. Ce montant est synonyme d'une viabilité financière continue et d'un excellent rapport coût/efficacité.

De plus, huit sites de démonstration et un plan marketing relatif à la pêche à la ligne ont été définis, et des éducateurs ont été envoyés dans les écoles et sur les berges des rivières pour informer la population.

SUJET: rivières des Cornouailles

PAYS: Royaume-Uni

LÉGISLATION EUROPÉENNE PERTINENTE:
- Directive-cadre 2000/60/CE sur l'eau[7]

AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX:
- économies annuelles de plus de 1 600 euros par exploitation agricole
- nouvelles opportunités commerciales
- opportunités récréatives: plus de 1 380 km de cours d'eau couverts

Modernisation des systèmes grecs d'approvisionnement en eau

Le système d'approvisionnement en eau d'une région du nord-ouest de la Grèce a été modernisé, ce qui a contribué à la création de nouveaux emplois et à l'amélioration de la qualité de vie des résidents.

Jusqu'en 2004, 50 % de l'eau potable de la région d'Ioannina, la plus grande ville du nord-ouest de la Grèce, n'était pas mesurée et était acheminée via de vieux tuyaux. L'UE a financé des travaux pour l'installation d'un nouveau système d'approvisionnement en eau potable. Les citoyens ont depuis accès à de l'eau propre et plus de 450 000 euros de recettes sont générés chaque année pour le secteur public.

Les avantages sociaux incluent la création de 37 emplois directs et de 11 emplois indirects, un élément important dans une région frappée par un taux de chômage élevé. La principale contribution du projet a cependant été l'amélioration durable de la qualité de vie des citoyens dans cette zone métropolitaine dont la population est d'environ 120 000 habitants.

Les avantages environnementaux incluent la protection du lac Pamvotida, l'un des plus grands lacs grecs, ainsi que des réserves d'eaux souterraines. Grâce à la mise en place de ce nouveau système, la diminution du nombre de fuites a permis de réduire les gaspillages et d'aboutir à une utilisation plus efficace des ressources naturelles.

SUJET: modernisation des systèmes d'approvisionnement en eau potable, Ioannina

PAYS: Grèce

LÉGISLATION EUROPÉENNE PERTINENTE:
- Directive 98/83/CE relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humain[8]

AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX:
- utilisation efficace des ressources
- plus de 425 000 euros de recettes chaque année pour le secteur public
- création de 37 emplois directs et 11 emplois indirects

Zones côtières

Les régions côtières de l'Union européenne contribuent à l'économie maritime, communément appelée «économie bleue». Selon un rapport de l'Agence européenne pour l'environnement daté du mois de novembre 2013, ces régions génèrent environ 40 % du PIB de l'UE et sont de plus en plus vitales pour l'économie européenne. Elles sont également vulnérables en raison des risques liés aux inondations, à l'érosion et à la montée du niveau de la mer. Si ce dernier augmentait d'un mètre, la facture annuelle de l'inaction s'élèverait à 6 milliards d'euros.

Plus de 40 % des citoyens européens vivent actuellement près du littoral, qu'il s'agisse des côtes du nord-est de l'Atlantique, de la mer Baltique, de la Méditerranée ou de la mer Noire. Ces régions font partie des zones les plus productives au monde et elles présentent une grande valeur écologique et économique. Elles offrent un large éventail d'habitats et de services écosystémiques, qui ont toujours attiré les populations et les activités humaines.

Dans la mesure où le bien-être des populations et la viabilité économique de nombreuses entreprises des zones côtières dépendent de l'état environnemental de ces régions, il est essentiel d'avoir recours à des outils de gestion à long terme, tels que la gestion côtière intégrée, pour renforcer la protection des ressources côtières tout en augmentant l'efficacité de leur utilisation. La gestion intégrée des zones côtières vise à coordonner l'application des diverses politiques relatives à ces régions, telles que la protection de la nature, l'aquaculture, la pêche, l'agriculture, l'industrie et le tourisme.

Afin de promouvoir davantage le développement durable des zones côtières, la Commission a adopté au mois de mars 2013 une proposition de directive établissant un cadre pour la planification de l'espace maritime et la gestion intégrée des zones côtières. Cet instrument obligera les États membres à adopter des stratégies de gestion des zones côtières qui s'appuieront sur les principes et les éléments repris dans la recommandation de 2002 du Conseil relative à la gestion intégrée des zones côtières[10] et le protocole de la Convention de Barcelone relatif à la gestion intégrée des zones côtières, ratifié par l'UE en 2010.

De plus, la directive 2006/7/CE sur la qualité des eaux de baignade[13] joue un rôle important dans l'assise des économies des complexes touristiques côtiers et continentaux en établissant des normes communes de qualité pour les eaux de baignade. Elle promeut des conditions de concurrence équitables en garantissant que toutes les stations de vacances respectent un ensemble minimal de normes environnementales.

Dans une large mesure, la conformité à ces normes est désormais vérifiée grâce à l'application du principe de transparence [un rapport annuel public sur la qualité des eaux de baignade[12] a été publié], en sus du régime volontaire connexe que représente le pavillon bleu, qui est attribué aux zones de baignade répondant à une série de critères de qualité parmi lesquels figurent les normes de la directive. Il y a quelques années, le grand complexe touristique de Blackpool au nord-ouest de l'Angleterre a fait l'objet d'une action judiciaire entamée par la Commission avec succès, car il ne respectait pas les normes stipulées dans la législation. D'importants investissements dans le traitement des eaux usées ont été réalisés, ce qui a donné lieu à des améliorations significatives qui ont permis de stimuler l'économie locale.

Exploitation de l'énergie marémotrice

Un nouveau mode de production d'électricité à l'aide des marées (à un prix deux fois moins élevé que les technologies existantes) a été mis au point pour tirer pleinement parti de la puissance de la nature. Ces innovations permettront l'utilisation de nouvelles technologies et la création d'emplois dans les régions côtières.

L'augmentation de la demande énergétique et la hausse des émissions de gaz à effet de serre ont entraîné un regain d'intérêt mondial pour la production d'énergie à partir de sources renouvelables. L'énergie marémotrice demeure une source d'énergie renouvelable sous-exploitée, malgré le fait qu'elle offre différents avantages par rapport aux autres sources d'énergie.

L'énergie marémotrice est l'une des formes d'énergie renouvelable les plus prévisibles et les plus fiables; elle peut produire de l'électricité pour les zones peuplées ou éloignées avec un impact minimal sur l'environnement. Il est en effet vital que ces activités n'entrent pas en conflit avec la prospérité économique globale et la pérennité environnementale des zones côtières; la technologie de production d'énergie marémotrice BLUETEC a démontré que cela était possible.

En produisant de l'énergie électrique à partir des marées à un prix deux fois moins élevé que les technologies existantes, BLUETEC a fait des marées une source viable d'énergie renouvelable, avec un énorme potentiel de croissance dans les zones côtières. On espère que cette technologie pourra être utilisée dans de nombreuses régions bordant le littoral européen.

SUJET: BLUETEC

PAYS: Pays-Bas

LÉGISLATION EUROPÉENNE PERTINENTE:
- Règlement (CE) n° 614/2007 relatif à LIFE+[11]

AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX:
- production d'énergie électrique deux fois moins chère qu'avec les autres technologies
- énergie renouvelable propre

Les avantages économiques de l'aquaculture durable

L'aquaculture, dont l'activité se concentre dans les eaux côtières, peut avoir un impact positif sur les zones du littoral, dans la mesure où elle nécessite une bonne qualité de l'eau et un environnement propre. Les établissements de pisciculture et les gisements conchylicoles produisent quant à eux des aliments frais issus de la mer pour les hôtels et les restaurants locaux.

L'aquaculture peut toutefois également avoir un impact négatif sur l'environnement, car elle nécessite un certain espace (déjà limité), pose des problèmes liés à l'élimination des déchets et peut s'avérer une source de pollution. Les programmes LIFE de l'UE, tels qu'Ecosma, ont permis au secteur de devenir plus durable en abordant les problèmes liés à la pollution de l'eau, à l'utilisation d'antibiotiques et à la perte de zones d'intérêt écologique.

Ce projet prévoyait une série d'actions coordonnées et a introduit des lignes directrices pour les aquaculteurs afin de promouvoir une meilleure qualité de l'eau sur le littoral de la mer Baltique. La certification écologique des produits issus de l'aquaculture marine pourrait également entraîner l'expansion d'un nouveau marché pour des produits alimentaires durables, ce qui pourrait stimuler les économies côtières locales.

SUJET: ECOSMA

PAYS: Allemagne

LÉGISLATION EUROPÉENNE PERTINENTE:
- Règlement (CE) n° 614/2007 relatif à LIFE+[11]

AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX:
- tourisme
- stimulation du secteur de l'aquaculture
- environnement propre

Nature et biodiversité

On estime qu'environ 7 % de l'ensemble des emplois dans l'Union européenne dépendent directement d'une nature saine et d'une biodiversité protégée, et ce pourcentage devrait augmenter.

L'UE s'est engagée en faveur de la protection de son patrimoine naturel et souhaite mettre un terme à la perte de biodiversité dans l'Union d'ici à 2020. Le réseau Natura 2000 est au cœur de la politique de l'Union en matière de protection de la nature et de la biodiversité. Ce réseau couvre actuellement 18 % du territoire de l'UE et plus de 6 % du territoire marin. Natura 2000 est le plus grand réseau intégré de zones protégées au monde et une des réussites les plus remarquables de l'Union européenne.

Outre la préservation des espèces menacées et des habitats naturels, le réseau Natura 2000 contribue largement à la protection des écosystèmes d'eau douce, au stockage du carbone dans des tourbières, à l'amélioration de la qualité de l'air et du sol en préservant les forêts et au renforcement de la résilience de l'Europe face aux catastrophes naturelles dues au changement climatique.

La nature est belle à bien des égards, mais il ne s'agit pas seulement de considérations esthétiques. Du stockage du carbone à la pollinisation par les abeilles en passant par la purification de l'eau et la prévention des inondations, la nature et ses écosystèmes fournissent de nombreux services qui dépassent de loin leur seule beauté. Ce sont des services fondamentaux pour notre bien-être et des moteurs essentiels de notre économie. Par conséquent, les investissements en faveur de Natura 2000 sont indispensables pour sauvegarder ces services, qui, autrement, risquent de se dégrader.

On estime que le réseau Natura 2000 apporte d'autres avantages concrets à la société et à l'économie, dont la valeur oscille entre 200 et 300 milliards d'euros par an, alors que les coûts de gestion estimés du réseau s'élèvent à 6 milliards d'euros par an. Il est dès lors évident que les investissements en faveur de la nature sont judicieux sur le plan économique.

En Europe, environ 4,4 millions d'emplois dépendent directement d'écosystèmes sains. Un nombre croissant de ces emplois sont impliqués dans des activités durables au sein ou alentour de zones Natura 2000, telles que l'agriculture, la sylviculture et la pêche, le tourisme, la gestion des sites, la restauration, ainsi que les centres d'éducation et d'accueil des visiteurs.

Natura 2000 représente également une ressource importante pour les activités récréatives, le tourisme et l'enseignement. Les zones protégées peuvent stimuler les économies locales et régionales, en attirant des investissements étrangers et en favorisant l'emploi. On estime à 1,2-2,2 milliards le nombre de visites sur les sites faisant partie du réseau Natura 2000 chaque année, ce qui génère des recettes de 5 à 9 milliards d'euros (sur la base des estimations de ce que les visiteurs sont disposés à payer par visite récréative).

Dans ce cadre, les 1,9 milliard d'euros que le programme LIFE en faveur de la nature a investis depuis 1992 dans 1 400 projets de conservation de la nature dans toute l'UE ont joué un rôle capital en ce qui concerne l'établissement, la gestion et la restauration des sites du réseau Natura 2000, et ont contribué à inverser le déclin d'un grand nombre d'espèces menacées d'extinction et de leur habitat. Ils ont par ailleurs permis d'améliorer la visibilité de ces sites et de les doter d'infrastructures touristiques respectueuses de la nature.

Protéger les zones humides du Danube

L'accord sur la mise en place d'un corridor vert dans le Danube inférieur, dont l'objectif est de protéger et de gérer de manière durable l'une des régions les plus riches du point de vue de la biodiversité dans le monde, peut contribuer au développement de l'économie locale.

Les zones humides sont non seulement de hauts lieux de la biodiversité, mais elles sont également cruciales pour notre bien-être, dans la mesure où elles fournissent une protection contre les inondations, sont sources d'eau potable, contribuent à l'élimination des nutriments, favorisent le tourisme et les activités récréatives. L'accord sur la mise en place d'un corridor vert dans le Danube inférieur, signé en 2000 par les gouvernements bulgare, roumain, ukrainien et moldave, prévoit la restauration le long de cette rivière tumultueuse de quelque 2 236 km^2 de champs d'inondation, de cours d'eau secondaires et d'habitats y étant associés.

Cette initiative permettra de mieux contrôler les inondations dans la région, dans la mesure où ces dernières ont été très destructrices par le passé. Le coût total des travaux de restauration s'élève à environ 50 millions d'euros, avec pour résultat final 2,1 milliards de mètres cubes de capacité de rétention des crues. Ce montant est moins élevé que les 59 millions d'euros qui se sont avérés nécessaires rien qu'en Roumanie suite aux inondations de 2010. De plus, la restauration du Danube devrait générer 112 millions d'euros par an de services écosystémiques supplémentaires pour la pêche, la sylviculture, la rétention d'éléments nutritifs et les activités récréatives.

SUJET: corridor vert dans le Danube inférieur

PAYS: Bulgarie, Roumanie, Ukraine, Moldavie

LÉGISLATION EUROPÉENNE PERTINENTE:
- réseau Natura 2000 établi par la directive 92/43/CEE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages[14]
- Directive-cadre 2000/60/CE sur l'eau[7]

AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX:
- restauration de plus de 2 200 km^2 de champs d'inondation
- 112 millions d'euros par an de services écosystémiques supplémentaires
- encouragement des activités récréatives

Réconcilier le tourisme et la protection de la biodiversité

La réhabilitation d'un sentier touristique populaire et important sur le plan économique dans le parc national des Karkonosze en Pologne contribuera à l'ouverture d'une magnifique région d'Europe centrale à des visiteurs respectueux de la nature.

Le parc national des Karkonosze, créé en 1959, est situé au sud-ouest de la Pologne. Il couvre les versants nord des Karkonosze, la chaîne de montagnes la plus haute et la plus large des Sudètes, qui s'étend de la Pologne et de la République tchèque jusqu'en Allemagne.

Cette région montagneuse est l'un des habitats naturels les plus importants d'Europe centrale. Quelque 70 % (3 828 hectares) de cette zone sont couverts par de la végétation forestière et environ 40 hectares sont couverts par des tourbières.

Les travaux visant à préserver les habitats le long des circuits touristiques populaires dans le parc, ainsi qu'à garantir la protection de la faune et de la flore menacées, ont débuté en 2009. Un sentier touristique existant a été éloigné de ces sites fragiles et un nouveau sentier a été construit.

Le projet s'est concentré sur une zone de 196 hectares, comprenant quelque 9 km de sentiers touristiques. Le succès que rencontre aujourd'hui le parc national des Karkonosze est un bon exemple de la possibilité de concilier activités touristiques et protection de la nature et de la biodiversité. Plus de 1,5 million de touristes visitent le parc national des Karkonosze chaque année.

SUJET: parc national des Karkonosze

PAYS: Pologne

LÉGISLATION EUROPÉENNE PERTINENTE:
- réseau Natura 2000 établi par la directive 92/43/CEE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages[14]

AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX:
- développement du tourisme
- restauration de quelque 9 km de sentiers
- création potentielle d'emplois et protection efficace de la biodiversité

Les avantages des investissements publics dans la nature

Le réseau impressionnant de parcs nationaux que possède la Finlande joue un rôle économique clé dans la vie des communautés vivant dans certaines des régions les plus éloignées, mais aussi les plus belles, du pays.

Selon le rapport annuel 2012 de Metsähallitus (entreprise d'État finlandaise en charge de la gestion du patrimoine naturel)[15], la Finlande dispose du réseau le plus complet et le plus cohérent de zones protégées au monde, et ce réseau impressionnant de parcs naturels continue de jouer un rôle environnemental et économique important.

En 2012, les parcs nationaux finlandais ont accueilli environ 2,09 millions de visiteurs, générant ainsi dans les zones environnantes des recettes de l'ordre de 109,5 millions d'euros et donnant du travail à 1 412 personnes.

Ces chiffres correspondent dans une large mesure à l'étude réalisée en 2009 par Metsähallitus, en collaboration avec l'Institut finlandais des recherches forestières (METLA). Les auteurs de cette étude ont estimé qu'il fallait 1 euro d'investissement public dans les zones protégées pour générer un retour sur investissement de 20 euros. L'étude avait pour objectif de réaliser une évaluation nationale de l'impact économique du tourisme naturel et des activités récréatives liées à la nature sur l'économie locale.

«Notre participation au réseau Natura de l'UE et à d'autres formes de coopération internationale nous donne également accès à des sources de financement étrangères», explique dans le rapport annuel 2012 Rauno Väisänen, directeur de Metsähallitus. «Cela nous a permis d'injecter des fonds européens dans les économies locales finlandaises, tout en promouvant l'identité européenne.»

SUJET: étude relative à l'impact économique

PAYS: Finlande

LÉGISLATION EUROPÉENNE PERTINENTE:
- réseau Natura 2000 établi par la directive 92/43/CEE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages[14]

AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX:
- 2,09 millions de visiteurs en 2012
- recettes provenant des visiteurs de l'ordre de 110 millions d'euros
- emplois équivalant à quelque 1 412 années-personnes

Le retour du lynx

Non seulement le lynx ibérique, l'une des espèces félines les plus menacées au monde, commence à réapparaître, en grande partie grâce à une série de projets LIFE Nature, mais il contribue aussi aux recettes locales du tourisme et de la chasse durable.

La survie du lynx ibérique dépend grandement de la présence des lapins dont il se nourrit. En raison de la diminution du nombre de lapins, du fait de maladies ainsi que de la perte et de la fragmentation de leurs habitats, cette espèce emblématique a bien failli disparaître. Une série de projets LIFE successifs réalisés en Espagne et au Portugal, dont l'objectif était de restaurer les habitats et de renforcer les populations de lapins, a permis d'empêcher l'extinction de l'espèce, ainsi que de générer des recettes importantes sur le plan économique. Chaque année, de plus en plus d'observateurs de lynx («linceros») se rassemblent pour observer l'animal pendant la période de chaleur de la femelle, ce qui génère des revenus pour le secteur touristique local.

Économie circulaire

La transition vers une économie circulaire sera bénéfique pour les entreprises, pour l'environnement et pour la société. La législation en la matière contribue à des économies d'énergie, à l'amélioration de l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement et apporte des avantages environnementaux, propices aux entreprises et aux populations.

Le paquet «économie circulaire» de la Commission, adopté au mois de décembre 2015, vise à stimuler la compétitivité mondiale, à favoriser la croissance économique durable et à créer de nouveaux emplois. Il comprend une nouvelle proposition législative en matière de déchets ainsi qu'un plan d'action en faveur de l'économie circulaire[16] qui prévoit des actions concrètes jusqu'en 2020 pour faciliter la transition de l'UE vers une économie plus circulaire.

Les mesures prévues dans le cadre du plan d'action couvrent l'ensemble du cycle économique, de la production à la consommation, en passant par la gestion des déchets et le marché des matières premières secondaires. Les initiatives principales portent sur l'écoconception, qui encourage la réparabilité, la durabilité et la recyclabilité des produits, en prenant en compte leurs normes spécifiques.

Le renforcement de l'utilisation efficace des ressources se révèle essentiel pour améliorer la productivité et réduire les coûts. Cette transition peut contribuer à une diminution de 2 à 4 % des émissions de gaz à effet de serre. La prévention des déchets, l'écoconception, la réutilisation et d'autres mesures similaires pourraient générer 600 milliards d'euros d'économies nettes, soit 8 % du chiffre d'affaires annuel de l'ensemble des entreprises de l'Union, tout en créant de nouveaux emplois.

Les règles sur l'écoconception contribuent à l'augmentation de produits plus efficaces en matière d'utilisation des ressources sur le marché. Les législations relatives à l'étiquetage énergétique aident les consommateurs à prendre des décisions éclairées lorsqu'ils choisissent des produits. D'ici à 2020, les règles de l'UE en matière d'écoconception et d'étiquetage énergétique devraient permettre d'économiser l'équivalent de 1,3 milliard de barils de pétrole par an, ce qui correspond à peu près à la consommation énergétique annuelle de l'Italie ou à environ 55 milliards d'euros pour ce qui est des recettes annuelles des entreprises.

La population en bénéficiera également. Grâce aux politiques en matière d'écoconception et d'étiquetage énergétique, les ménages économiseront 490 millions d'euros sur leur facture énergétique chaque année.

La Commission a également adopté des mesures clés dans des domaines tels que les déchets, les déchets organiques, les engrais organiques, les garanties des biens de consommation ainsi que l'innovation et l'investissement. Les principes de l'économie circulaire ont été progressivement intégrés aux meilleures pratiques industrielles, aux marchés publics écologiques, à l'utilisation des fonds de la politique de cohésion, et dans le cadre de nouvelles initiatives, dans les secteurs de la construction et de l'eau.

Pour garantir une transition en douceur vers une économie circulaire dans toute l'Union européenne, la Commission met en place une plateforme européenne des parties prenantes pour l'économie circulaire. Elle vise à assurer la pleine participation des entreprises, de la société civile et des pouvoirs publics de tous les États membres et à les encourager à partager les bonnes pratiques qui favorisent l'économie circulaire.

En collaboration avec la Banque européenne d'investissement, la Commission a par ailleurs lancé la plateforme d'aide au financement de l'économie circulaire, afin de stimuler les investissements, tant publics que privés, dans l'économie circulaire. En outre, cette plateforme contribuera à sensibiliser sur le potentiel inexploité des entreprises au sein de l'économie circulaire.

Des résultats positifs pour la technologie des piles rechargeables

Le groupe industriel Umicore a été salué comme étant l'une des entreprises les plus éco-innovantes d'Europe. Il a remporté le prix européen de l'environnement 2012 pour les entreprises, dans la catégorie «procédés de production». Le groupe a été félicité pour sa technologie unique de recyclage des piles rechargeables.

Le procédé d'Umicore permet de recycler des composants précieux, tels que le cobalt, le nickel, le cuivre et les terres rares, à partir de batteries rechargeables usagées et d'autres types de déchets, tout en respectant l'environnement. Une usine pilote à l'échelle industrielle est opérationnelle à Hoboken, en Belgique, depuis le mois de septembre 2011.

L'usine pilote a une capacité annuelle initiale d'environ 150 000 batteries de véhicules électriques (hybrides) ou 250 millions de batteries de téléphones portables. L'installation permettra à Umicore de proposer une nouvelle gamme de services de recyclage, dont un circuit fermé pour les fabricants de batteries.

Ce marché devrait prendre de l'ampleur grâce à la combinaison du durcissement de la législation en faveur du recyclage, d'une croissance continue du marché de l'électronique portable ainsi que de l'augmentation du nombre des véhicules électriques et hybrides en circulation.

Le prix européen de l'environnement pour les entreprises vise à reconnaître et à promouvoir les organisations apportant une contribution remarquable au développement durable. Il met en avant les politiques, pratiques, procédés et produits issus de tous les secteurs d'activité dans l'Union européenne qui aident à atteindre un développement économique et social sans nuire à la qualité de l'environnement et des ressources naturelles dont dépendent la continuation de l'activité humaine et son développement futur.

Le groupe Umicore est présent sur tous les continents et a des clients dans le monde entier. En 2016, il a généré un chiffre d'affaires de plus de 11 milliards d'euros (2,6 milliards d'euros sans les métaux), et il emploie actuellement quelque 14 400 personnes.

SUJET: catégorie «procédés de production» du prix européen de l'environnement pour les entreprises

PAYS: Belgique

LÉGISLATION EUROPÉENNE PERTINENTE:
- Directive 2012/19/UE relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)[3]
- «Boucler la boucle — Un plan d'action de l'Union européenne en faveur de l'économie circulaire» — COM(2015) 614 final[4]

AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX:
- nouvelles opportunités de marché
- augmentation de la capacité de l'usine pour 250 millions de batteries de téléphones portables
- emplois, recyclage

Des outils en faveur d'une meilleure utilisation des ressources pour les petites et moyennes entreprises

L'Effizienz-Agentur (EFA) de Rhénanie-du-Nord-Westphalie aide les PME à mieux utiliser leurs ressources en leur offrant un audit de leur consommation de ressources, des conseils pour réduire leur consommation, voire un accès à des financements.

Entre 2000 et 2011, quelque 527 PME ont bénéficié de ce programme et 45 % d'entre elles ont mis en œuvre un projet d'économie des ressources. Ces projets ont généré suffisamment d'économies annuelles pour rembourser l'investissement initial en quelques années seulement.

L'EFA est un centre destiné aux petites et moyennes entreprises du secteur de la fabrication en Rhénanie-du-Nord-Westphalie (Allemagne). Il est en mesure de répondre à toutes les questions relatives à une production plus propre et à l'utilisation efficace des ressources. Il a été fondé en 1998 dans le cadre d'une initiative lancée par le ministère de l'environnement de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

SUJET: Effizienz-Agentur (EFA), Rhénanie-du-Nord-Westphalie

PAYS: Allemagne

LÉGISLATION EUROPÉENNE PERTINENTE:
- «Boucler la boucle — Un plan d'action de l'Union européenne en faveur de l'économie circulaire» — COM(2015) 614 final[4]
- plateforme d'aide au financement de l'économie circulaire[16]

AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX:
- programme ayant bénéficié à plus de 500 PME
- utilisation efficace des ressources, meilleure connectivité
- investissement initial remboursé en quelques années seulement

Des pratiques durables dans les entreprises

Enworks offre des conseils environnementaux, des formations et un soutien aux entreprises du nord-ouest de l'Angleterre. Il peut ainsi renforcer les synergies et le partage des bonnes pratiques.

Les entreprises participantes ont accès à un soutien sur site et à une boîte à outils en ligne. Jusqu'à présent, Enworks a aidé les entreprises à réaliser des économies de l'ordre de 316 millions d'euros en ce qui concerne les coûts grâce à de meilleures performances environnementales. Quelque 8 300 emplois ont été créés ou préservés et 1,1 million de tonnes de déchets ont été détournées de la mise en décharge.

Au total, plus de 13 000 entreprises ont bénéficié de conseils et 6 500 d'entre elles ont reçu un soutien intensif en matière d'utilisation efficace des ressources. En 2013, Enworks a remporté le prix RegioStars pour la croissance durable décerné par la Commission européenne.

Le programme soutient également les cinq zones du nord-ouest du pays dans le cadre du Local Enterprise Partnership (LEP), en les aidant à intégrer la viabilité environnementale dans leurs priorités de développement économique et dans leurs axes de travail grâce au projet «Environmental Sustainability Technical Assistance» (ESTA).

SUJET: Enworks

PAYS: Royaume-Uni

LÉGISLATION EUROPÉENNE PERTINENTE:

- Directive-cadre 2008/98/CE sur les déchets[1]
- «Boucler la boucle — Un plan d'action de l'Union européenne en faveur de l'économie circulaire» — COM(2015) 614 final[4]
- Plateforme d'aide au financement de l'économie circulaire[16]

AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX:

- 316 millions d'euros d'économies en ce qui concerne les coûts pour les entreprises
- création de quelque 8 300 nouveaux emplois
- environ 13 000 entreprises conseillées

Une seconde vie pour le verre

Environ un quart du verre collecté à des fins de recyclage est actuellement rejeté en raison de la présence d'impuretés. C'est la raison pour laquelle une entreprise italienne a récemment testé un nouveau procédé, afin de transformer ces déchets en matières premières utiles et ainsi aider l'industrie à mieux utiliser ses ressources.

Avec le soutien de l'UE, l'entreprise de transformation Sasil est parvenue à adapter ses installations pour produire du «sable vitreux», qui peut être fondu lors de la fabrication de conteneurs en verre. De très fines particules de sable obtenues à partir des déchets de verre sont également séparées grâce à un courant de soufflage, mélangées à de l'argile et vendues à l'industrie de la brique. Ce nouveau procédé permet de s'assurer que très peu de matériaux sont gaspillés, tout en réduisant la quantité d'énergie généralement nécessaire.

Les nouvelles installations comprennent également une nouvelle usine de purification de l'eau. Grâce à cette usine, Sasil est en mesure de recycler 90% de ses eaux de traitement, ce qui lui permet d'utiliser beaucoup moins d'eau douce pour la fabrication du verre.

Cette innovation est une réussite tant sur le plan environnemental qu'économique. Les ventes de sable vitreux sont passées de 6 235 tonnes en 2003 à 144 337 tonnes en 2008, et aujourd'hui l'usine est capable d'en produire plus de 200 000 tonnes par an.

Sasil souhaite également appliquer son procédé d'utilisation efficace des ressources dans d'autres domaines, tels que la séparation des différentes couleurs de verre. En outre, l'un des clients actuels de l'entreprise tente à présent de récupérer les déchets de verre des démolitions et des pare-brise des voitures, et d'utiliser le sable vitreux pour produire du verre plat.

SUJET: projet Meiglass

PAYS: Italie

LÉGISLATION EUROPÉENNE PERTINENTE:

- Directive-cadre 2008/98/CE sur les déchets[1]
- «Boucler la boucle — Un plan d'action de l'Union européenne en faveur de l'économie circulaire» — COM(2015) 614 final[4]
- plateforme d'aide au financement de l'économie circulaire[16]

AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX:

- hausse des ventes de 6 235 tonnes en 2003 à 144 337 tonnes en 2008
- capacité de production de l'usine de plus de 200 000 tonnes par an
- nouvelles opportunités commerciales et création d'emplois

Air

Des politiques strictes de lutte contre la pollution de l'air amélioreront la qualité de vie, grâce à une population en meilleure santé et à des écosystèmes mieux protégés. Elles contribueront également à l'innovation, à la création d'emplois, aux objectifs d'utilisation efficace des ressources et à une transition plus rapide vers une économie à faible émission de carbone.

La qualité de l'air est un domaine politique dans lequel l'UE est parvenue à relever des défis difficiles. À titre d'exemple, le problème des pluies acides, qui a dominé le programme environnemental des années 1970 et 1980, a été en grande partie résolu et la pollution générée par l'industrie, les transports et la production d'énergie a été réduite de manière substantielle.

D'importants problèmes continuent toutefois de menacer la santé humaine et l'environnement, et la propreté de l'air représente un élément clé de la stratégie Europe 2020.

La pollution de l'air est responsable de plus de 400 000 décès prématurés par an dans l'Union, alors que les coûts externes liés aux mauvais états de santé et à la mortalité causée par les maladies cardiaques et les problèmes respiratoires sont estimés entre 330 et 940 milliards d'euros par an. La politique de l'UE en la matière permet de faire baisser ces chiffres alarmants et vise à diminuer le nombre de décès prématurés de près de 50 % d'ici à 2030. Non seulement la vie des citoyens européens s'en voit améliorée, mais la pression sur les systèmes de soins de santé nationaux est réduite et la productivité du travail est en hausse du fait de la diminution significative du nombre de jours de congé de maladie.

L'eutrophisation des écosystèmes et l'ozone troposphérique qui nuisent à la santé humaine et à la végétation constituent deux autres problèmes de taille. Ils ont diminué de 10 à 15 % depuis 2000 et leur niveau continuera de baisser au cours des dix prochaines années grâce à l'amélioration des rendements agricoles.

L'investissement dans un air propre est une priorité pour les systèmes de santé publics et cet investissement est très bénéfique pour la société. L'analyse d'impact du train de mesures de la Commission sur la qualité de l'air (2013) indique que la législation européenne récemment adoptée sur les émissions atmosphériques permettra, d'ici à 2030, de générer des avantages sanitaires qui, traduits en valeur monétaire, seraient 12 à 40 fois plus importants que les coûts prévus du contrôle de la pollution. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour garantir que tous les citoyens de l'Union profiteront d'une meilleure qualité de l'air.

Les politiques en faveur de la qualité de l'air encouragent également les activités économiques qui contribuent à une croissance verte. On estime que les besoins en matière d'investissement et d'opérations associés aux politiques de contrôle des émissions s'élèvent à environ 0,6 % du PIB annuel de l'UE, ce qui alimente l'économie verte, crée des emplois dans des domaines tels que les véhicules propres et à faible émission de carbone, les systèmes de chauffage modernes et l'agriculture durable, et contribue à une production plus efficace en ce qui concerne l'utilisation des ressources et à la génération d'énergie propre.

Pour des usines de chauffage urbain plus efficaces

Les citoyens de Iași, en Roumanie, ont grandement bénéficié de la modernisation de leur usine de chauffage urbain et de leur réseau de chauffage. Ces améliorations ont jusqu'à présent permis d'accroître d'environ 3 % l'efficacité énergétique des chaudières et de diminuer les pertes de chaleur dans le réseau de distribution de 24 à 21 %.

L'objectif général était de s'assurer que les infrastructures de la région respectent les lois environnementales de l'UE sur l'efficacité énergétique, la pollution de l'air et le changement climatique. Si le système de chauffage ne répondait pas aux exigences environnementales de l'Union, l'ensemble du système aurait pu être fermé, laissant plus de la moitié de la population de Iași sans chauffage.

Les travaux avaient pour objectif de réduire les émissions de dioxyde de soufre, d'oxydes d'azote et de poussières, afin de mettre l'usine en conformité et de renforcer son efficacité énergétique. La population locale a également été sensibilisée à la problématique de l'efficacité énergétique. Quelque 200 emplois ont été créés lors de la phase de construction dans cette région frappée par le chômage. Plus important encore, ces améliorations permettront à plus long terme de renforcer l'image de Iași en tant qu'endroit où il fait bon vivre et travailler.

SUJET: système de chauffage urbain de la municipalité de Iași

PAYS: Roumanie

LÉGISLATION EUROPÉENNE PERTINENTE:
- Directive 2008/50/CE concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe[17]

AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX:
- augmentation de 3 % de l'efficacité énergétique des chaudières
- création d'environ 200 emplois

Marchés publics écologiques

Les dépenses du secteur public représentent une proportion considérable du PIB européen. Dès lors, elles influencent énormément le niveau de transition écologique que l'économie peut atteindre. En achetant des biens et services respectueux de l'environnement, les gouvernements européens peuvent montrer l'exemple en créant de nouvelles opportunités commerciales qui contribuent à une économie verte et durable.

Les marchés publics, à savoir l'achat de travaux, de biens et de services par les pouvoirs publics, représentent environ 14 % du PIB de l'UE et près de 2 000 milliards d'euros. Les dépenses gouvernementales constituent un outil efficace pour promouvoir les biens et services durables et dotent les autorités publiques des moyens de relever les défis environnementaux en constante évolution.

Un certain nombre de politiques européennes, notamment le paquet «économie circulaire» adopté au mois de décembre 2015, reconnaissent le rôle des marchés publics écologiques (MPE)[18] en matière de croissance verte.

Ainsi, les autorités locales, régionales et nationales en Europe peuvent contribuer à promouvoir une économie plus verte, plus durable et efficace en achetant des bus à faible émission de carbone qui améliorent la qualité de l'air, en utilisant des matériaux à faible impact pour la construction des bâtiments et des routes ou en achetant des produits de nettoyage non toxiques.

Parmi les opportunités commerciales écologiques potentielles figurent la rénovation du mobilier de bureau, l'achat de fournitures telles que des ordinateurs à faible consommation énergétique ou du papier recyclé, ou encore l'utilisation d'électricité provenant de sources renouvelables.

Un grand nombre de gouvernements et de pouvoirs publics ont déjà réalisé des économies et ont permis aux citoyens et aux entreprises d'en bénéficier. Ainsi, la ville de Vienne a économisé 1,5 million d'euros par an grâce aux MPE, en adoptant des techniques modernes de gestion des installations et en remplaçant les appareils vétustes par des appareils à faible consommation énergétique.

La ville achète des désinfectants et produits de nettoyage respectueux de l'environnement et a réduit leur utilisation de 40 %, ce qui diminue l'exposition de ses employés aux produits chimiques. L'ensemble des mesures mises en place ont permis de réduire les émissions de CO_2 de 15 000 tonnes par an.

Le projet MPE 2020 financé par l'UE collabore également avec des acheteurs de huit pays européens pour mettre en place des marchés publics à faible émission de carbone. Parmi les aides apportées par le projet figure notamment le calcul des économies en carbone que chaque appel d'offres public représente.

Plus de 100 appels d'offres pour des produits et services liés à l'énergie ont été effectués dans le cadre de marchés publics écologiques. On estime que 250 000 tonnes d'émissions de carbone par an sont ainsi économisées.

Le paquet «économie circulaire» de la Commission vise à utiliser ces exemples pour définir un certain nombre de mesures clés relatives aux MPE, notamment le développement de normes en matière de durabilité et de réparabilité des produits dans le cadre des critères MPE européens non contraignants, ainsi que des formations sur l'économie circulaire.

La Commission prévoit également de montrer l'exemple par l'intermédiaire de ses propres marchés publics et continue d'encourager les villes et régions européennes à prendre en compte l'écologie lors de leurs décisions d'achat. Elle a élaboré des critères MPE pour les catégories de produits prioritaires, telles que la construction, la nourriture et la restauration, le matériel informatique et le transport. Il existe par ailleurs un manuel «Acheter vert!», un service d'assistance en matière de MPE et plus de 100 bonnes pratiques.

Puisque les MPE sont un instrument non contraignant, leur mise en œuvre dépend de l'engagement des pays et autorités publiques individuelles de l'UE. Jusqu'à présent, la plupart des États membres ont élaboré des plans d'action en faveur de marchés publics écologiques.

Au-delà des frontières

En matière d'emploi et de croissance, l'impact positif de la politique environnementale de l'UE dépasse largement les frontières de l'Union.

Divers programmes et initiatives de financement soutiennent la mise en œuvre de la législation environnementale européenne au-delà de nos frontières. Il s'agit notamment de l'instrument d'aide de préadhésion (IAP) et de l'instrument d'assistance technique et d'échange d'informations (TAIEX). Ces programmes génèrent de l'emploi et des opportunités commerciales dans les États membres car ces derniers fournissent la majeure partie de l'assistance requise (expertise, renforcement des capacités, soutien aux projets et équipement), ainsi que dans nos pays voisins.

L'Union européenne a toujours joué un rôle clé dans l'action environnementale internationale. Elle a usé de son influence en plaidant en faveur des conventions de Rio en 1992, une étape importante dans la protection mondiale de l'environnement. En 2002, une stratégie spécifique relative à l'intégration de l'environnement dans les politiques extérieures a été adoptée, afin de mieux aligner les politiques environnementales internationales de l'UE sur sa politique extérieure. Par ailleurs, l'Union a signé plusieurs accords environnementaux multilatéraux et elle s'est efforcée d'aider les pays en développement à mettre en œuvre ces accords.

La législation européenne reconnaît également que la politique environnementale ne peut s'arrêter aux frontières de l'Union. À titre d'exemple, la directive-cadre «stratégie pour le milieu marin» (DCSMM) précise explicitement qu'«il convient d'inviter les pays tiers ayant des eaux dans la même région ou sous-région marine qu'un État membre à participer au processus établi par la [...] directive, ce qui faciliterait la réalisation d'un bon état écologique dans la région ou sous-région marine concernée».

L'alignement sur les règles européennes peut également aider les pays tiers à mettre en œuvre des conventions régionales telles que la convention OSPAR relative à la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est.

L'Union a financé des initiatives visant à quantifier les avantages sociaux et économiques de l'application d'une législation inspirée de celle de l'UE dans des pays voisins situés au sud et à l'est de ses frontières. Une reprise partielle de l'acquis de l'UE en matière d'environnement dans le domaine des déchets, par exemple, permettrait à 64 millions de personnes de bénéficier d'installations correctes de collecte des déchets à l'échelle municipale. Environ 25 000 emplois pourraient également être créés dans ce secteur.

En outre, une expertise environnementale au niveau mondial peut bénéficier au secteur européen de l'alimentation et de l'agriculture, qui représente environ 19 % du marché mondial. L'avantage concurrentiel de l'UE est cependant de plus en plus menacé par ses partenaires commerciaux historiques (Australie, États-Unis, Nouvelle-Zélande) et par les économies émergentes (Brésil, Chine), dans la mesure où ils rattrapent et parfois dépassent l'Union en matière de production efficace quant à l'utilisation des ressources.

Des pratiques favorisant une meilleure utilisation des ressources pourraient contribuer à la compétitivité internationale du secteur agroalimentaire européen. Les accords commerciaux bilatéraux et régionaux assortis de dispositions environnementales présentent également des opportunités considérables en matière d'utilisation plus efficace des ressources naturelles communes, tout en permettant aux partenaires commerciaux de l'UE de se concentrer sur leurs points forts.

La négociation et la mise en œuvre d'accords commerciaux favorisent les réformes politiques chez plusieurs partenaires commerciaux de l'UE. Les accords de libre-échange (ALE) facilitent quant à eux le transfert de l'expertise européenne, y compris la fourniture de services environnementaux. À titre d'exemple, l'ALE avec la Corée du Sud permet aux entreprises européennes d'accéder aux secteurs du traitement des déchets et du traitement des eaux usées. Dans le cadre de la stratégie européenne d'accès aux marchés, plusieurs groupes de marché ont été formés à Séoul; ils réunissent des entreprises et des États membres de l'Union et leur objectif est de créer de nouvelles opportunités.

Les collaborations bilatérales, notamment avec la Chine, l'Inde et la Russie, ont généré une demande pour l'expertise et les entreprises européennes. Le Centre pour les PME de l'UE en Chine, la plateforme Europe-Chine pour l'eau et le Centre européen des affaires et des technologies (EBTC) en Inde (tous soutenus par la Commission européenne) ont donné lieu à plusieurs opportunités commerciales pour l'industrie européenne, notamment dans les secteurs des déchets et des eaux usées.

En mai 2012, la conférence UE-Russie sur la modernisation de la gestion des déchets a exhorté les Russes à adopter les approches réglementaires de l'Union dans la réforme de leur législation en matière de recyclage des déchets. Cette conférence a rassemblé des entreprises russes et européennes issues de différents secteurs, tels que le recyclage, et a permis de lancer un projet de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement d'une valeur de 60 millions d'euros, dont l'objectif est de moderniser l'industrie russe du pneu, ce qui permettra encore une fois de créer de nouvelles opportunités.

Législation européenne et autres références

1) Directive-cadre 2008/98/CE sur les déchets:
http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2008:312:0003:0030:fr:PDF

2) Directive 1999/31/CE concernant la mise en décharge des déchets:
http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:1999:182:0001:0019:FR:PDF

3) Directive 2012/19/UE relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE):
http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2012:197:0038:0071:fr:PDF

4) «Boucler la boucle — Un plan d'action de l'Union européenne en faveur de l'économie circulaire» — COM(2015) 614 final:
http://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:8a8ef5e8-99a0-11e5-b3b7-01aa75ed71a1.0003.02/DOC_1&format=PDF

5) «Le plan d'action en faveur de l'éco-innovation (PAEI)» — COM(2011) 899 final:
http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52011DC0899&from=FR

6) Directive 91/271/CEE relative au traitement des eaux urbaines résiduaires:
http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:31991L0271&from=FR

7) Directive-cadre 2000/60/CE sur l'eau:
http://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:5c835afb-2ec6-4577-bdf8-756d3d694eeb.0001.02/DOC_1&format=PDF

8) Directive 98/83/CE relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine:
http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:1998:330:0032:0054:FR:PDF

9) Directive 2007/60/CE relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation:
http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32007L0060&qid=1395822150462&from=FR

10) Recommandation de 2002 du Parlement européen et du Conseil relative à la gestion intégrée des zones côtières:
http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2002:148:0024:0027:FR:PDF

11) Règlement (CE) n° 614/2007 relatif à LIFE+:
http://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:5c70cace-7947-41c0-a39c-70ac23d2d23b.0010.02/DOC_1&format=PDF

12) Rapport de l'Agence européenne pour l'environnement — Qualité des eaux de baignade européennes:
http://www.eea.europa.eu/themes/water/status-and-monitoring/state-of-bathing-water

13) Directive 2006/7/CE sur la qualité des eaux de baignade:
http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2006:064:0037:0051:FR:PDF

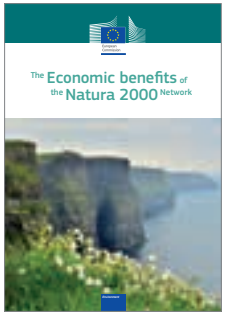
14) Directive 92/43/CEE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages:
http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:31992L0043&from=FR

15) Metsähallitus Natural Heritage Services — Protecting Finland's natural treasures — Annual report 2012:
http://julkaisut.metsa.fi/assets/pdf/lp/Muut/vk2012eng.pdf

16) Plateforme d'aide au financement de l'économie circulaire:
http://europa.eu/rapid/press-release_IP-17-104_fr.htm

17) Directive 2008/50/CE concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe:
http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2008:152:0001:0044:FR:PDF

18) Site internet de la DG Environnement:
http://ec.europa.eu/environment/gpp/index_en.htm



La prospérité économique et le bien-être de l'Union sont fondés sur son capital naturel, qui comprend des écosystèmes fournissant des biens et des services essentiels. Cette étude fournit une première évaluation des avantages du réseau Natura 2000, une zone de grande richesse en matière de biodiversité. Investir dans Natura 2000 permet de protéger la valeur intrinsèque de la nature et comporte de multiples avantages, tant pour la société que pour l'économie.

Des copies de cette publication sont disponibles sur l' EU Bookshop (http://bookshop.europa.eu)

https://www.facebook.com/EUEnvironment

@EU_ENV

http://europa.eu/investeu/home_fr

COMMENT VOUS PROCURER LES PUBLICATIONSDE L'UNION EUROPÉENNE?

Publications gratuites:

- *un seul exemplaire:*
  sur le site EU Bookshop (http://bookshop.europa.eu);
- *exemplaires multiples/posters/cartes:*
  auprès des représentations de l'Union européenne (http://ec.europa.eu/represent_fr.htm),
  des délégations dans les pays hors UE (http://eeas.europa.eu/delegations/index_fr.htm),
  en contactant le réseau Europe Direct (http://europa.eu/europedirect/index_fr.htm)
  ou le numéro 00 800 6 7 8 9 10 11 (gratuit dans toute l'UE) (*)

(*) Les informations sont fournies à titre gracieux et les appels sont généralement gratuits (sauf certains opérateurs, hôtels ou cabines téléphoniques).

Publications payantes:

- sur le site EU Bookshop (http://bookshop.europa.eu).

KH-01-17-426-FR-C

Office des publications

ISBN 978-92-79-68534-7
doi:10.2779/638023